



Union paysanne
C.P. 899, succursale Bureau Chef
Lachute, Québec J8H 4G5
Tél. (450) 230-5046
paysanne@unionpaysanne.com

Communiqué : L'Union paysanne révoltée par un nouveau rapport qui démontre que la Caisse de dépôt et placement est impliquée dans l'accaparement massif et violent de terres au Brésil

Lachute, 17 novembre 2015- Les travailleurs québécois et québécoises seront peut-être surpris d'apprendre que leurs fonds de pension fructifient en encourageant l'éviction violente de paysans de leurs terres au Brésil.

Un nouveau rapport publié aujourd'hui par Rede Social de Justiça e Direitos Humanos, GRAIN, Inter Pares, et Solidarity Sweden – Latin America dévoile effectivement que l'investissement de plusieurs fonds de pension comme la Caisse avait servi à acquérir de larges superficies de terres agricoles au Brésil.

Au Québec, nous savions qu'en mai 2012, la Caisse de dépôt et placement du Québec avait investi 250 millions dans le fond américain TIAA-CREF Global Agriculture à des fins de spéculation foncière agricole aux États-Unis, au Brésil et en Australie. Puis, en janvier 2013, la Caisse ouvrait un poste temporaire d'analyste en investissements en terres agricoles et forestières. L'Union des producteurs agricoles et l'IREC avaient alors appelé le gouvernement et la Caisse à investir dans les terres agricoles québécoises avant que des fonds étrangers ne le fassent.

Mais qu'en est-il des impacts des investissements du fond TIAA-CREF Global Agriculture à l'étranger? Le rapport nous apprend que les terres au Brésil furent acquises à travers un homme d'affaires brésilien accusé d'utiliser la force, la fraude et même l'assassinat pour déplacer les paysans. Ces moyens contreviennent aux « Principes pour un investissement agricole responsable » prononcés par des acteurs internationaux, incluant même TIAA-CREF.

«Les économies des ménages épargnées tant bien que mal en Suède, au Canada et aux États-Unis sont utilisées pour accaparer les terres de paysans au Brésil en vue d'y installer des fermes industrielles massives, qui empoisonnent les communautés locales avec des pesticides et qui prennent le contrôle des sources d'eau locales», affirme Devlin Kuyek de GRAIN, une organisation qui travaille depuis des années aux côtés de l'Union paysanne et le réseau international La Via Campesina pour la défense de la paysannerie.

En tant que membre de La Via Campesina, le plus important regroupement de paysans au monde, l'Union paysanne considère que la véritable souveraineté alimentaire ne doit jamais compromettre celle d'un autre peuple. «La terre doit appartenir d'abord et avant tout aux paysans et agriculteurs qui la cultivent, et non aux fonds d'investissements!» soutient Benoit Girouard, Président de l'Union paysanne.

«Non seulement le rapport dévoile que la voie d'acquisition des terres au Brésil échappe aux lois internationales, mais il nous rappelle qu'en tant que travailleurs et travailleuses, nous sommes tous et toutes indirectement complices de ces crimes.» ajoute Stéphanie Wang, membre du Comité international de l'Union paysanne.

Nous invitons tous les québécois et québécoises à consulter le rapport et à mettre de la pression sur la Caisse de dépôt et placement afin qu'elle se retire complètement de tout investissement à des fins spéculatives dans les terres agricoles.

- 30 -

Version française du rapport disponible en ligne : <https://www.grain.org/e/5337>

Pour information :

Benoit Girouard
Président Union paysanne
450-495-1910

Maxime Laplante
Vice-président
418-926-2473